

CONTRE LES LICENCIEMENTS ET TOUTES LES ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS, CONSTRUIRE LE « TOUS ENSEMBLE ! »

Des charrettes de licenciements

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

Des coupes drastiques dans les services publics

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

La solution : y aller tous ensemble !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Versez à la collecte !

Ce jeudi aura lieu une collecte en soutien au bulletin NPA - Révolutionnaires. Contrairement aux capitalistes que nous dénonçons dans notre bulletin, nous n'avons pas de compte bancaire planqué en Suisse ou au Luxembourg. Le bulletin des postiers de la PIC ne vit qu'avec le soutien financier et la participation des travailleurs qui l'apprécient et le font circuler. Pour qu'il continue de dénoncer l'exploitation quotidienne et de propager la révolte à La Poste, versez une pièce ou un billet à la collecte (pensez à préparer de la monnaie) !

Bonne dégustation...

En production d'après-midi, l'encadrement a pris la mauvaise habitude d'organiser les moments de « convivialité » sur le temps de pause, et non plus sur le temps de travail. Une manière de nous laisser 10 minutes de plus sur machine. Le brief qui annonçait le prochain goûter se terminait ainsi par « bonne dégustation ». **Comme beaucoup d'entre nous l'ont dit (ou pensé très fort) : « On déguste déjà bien assez à la PIC tous les jours. »**

On arrive à saturation

La PIC est devenue une zone de stockage géante. La moindre place de libre est instantanément remplie de CE. Dans certains services, il faut traverser des tranchées de CE et passer au-dessus de KUB pour arriver à son poste de travail. **La situation a même quelque chose de comique**, quand au milieu d'un chantier saturé de matériel, le brief annonce – sans rire – qu'il faut veiller à bien ranger son chantier pour éviter les situations accidentogènes...

S'attaquer aux Intérimaires, c'est s'attaquer à nous tous et toutes !

Au concentrateur, la direction vient d'annoncer que celles et ceux d'entre nous qui sont en intérim devront décaler leur horaire de 30 minutes pour finir à 21h30 plutôt que 21h. La direction adapte nos horaires en fonction de sa production, quelles qu'en soient les conséquences sur nos vies. Elle l'a fait hier avec des embauchés et aujourd'hui elle remet le couvert avec les intérimaires. Il faut dénoncer cette aberration.

15 K7 à la seconde, et la marmotte...

Sur l'antenne des lots TTF ça défile le matin avec jusqu'à 5 PF ouvertes en Nord. Et pour ranger les lots TTF, il n'y a qu'un collègue de prévu, parfois seulement pour une heure ! Pour y arriver, il faudrait ranger 15 K7 à la seconde. Tout ça se termine par un bel embouteillage sur le tapis du rack. **La direction répète qu'il n'y a pas de sous-effectif, une histoire à laquelle seuls ceux qui ne sont jamais descendus en production peuvent croire.**

La gentillesse s'arrête à la porte de nos fiches de paie

Il y a deux semaines, la direction organisait la journée de la gentillesse. Plusieurs collègues ont mis des post-it sur l'aug-

mentation des salaires, bien vite retirés par la direction qui veut effacer nos problèmes quotidiens. **Apparemment la gentillesse s'arrête devant la loi du profit quand il s'agit de payer dignement les ouvriers.**

« Ça va être léger » qu'ils disaient !

Il y a quelque temps, la direction nous avait dit « ça va être léger » en parlant du courrier récupéré de la Somme (80). Force est de constater que c'est le contraire. Le courrier de la Somme « pèse lourd » sur nos épaules, chaque jour. Lourd comme notre mécontentement qui ne tardera pas à s'exprimer par l'arrêt de la production.

Un samedi la tête sous l'eau

Un samedi de novembre, nous étions seulement 57 en production d'après-midi, dont 20 embauchés. Un record de sous-effectif. Cette situation est insupportable. **Ils nous faut plus de bras au quotidien, en commençant par embaucher tous les intérimaires qui le souhaitent.**

C'est l'heure de passer à l'action !

Ça fait maintenant 3 mois que nous supportons de travailler dans des conditions de sous-effectif criant, et toujours pour des salaires misérables. Il est temps de marquer le coup face à la direction. Les semaines du 5 et du 12 décembre, durant lesquelles il y a des appels à la grève, sont de bonnes occasions. Soyons le plus nombreux et nombreuses possible à participer aux prochaines actions, en revendiquant plus de bras et plus de fric. **Aucune PIC ne doit fermer et aucun salaire ne doit être en dessous de 2000 euros nets !**

À Paris 15, la lutte paye !

Lundi 18 novembre, les collègues de Paris 15 ont décidé de s'opposer au plan de la direction qui voulait fusionner six tournées matinales en trois mixtes. Elle pensait ainsi faire disparaître trois postes de travail en douce puisque ces tournées étaient faites par des intérimaires. Grosse erreur ! 35 collègues se sont mis en grève puis ont décidé d'aller voir la directrice pour protester. Celle-ci a répondu qu'il s'agissait d'une simple « expérimentation ». Quelle créativité quand il s'agit de nous exploiter à fond ! Ils ont donc poursuivi le mouvement toute la semaine, avec des délégations pour chauffer les oreilles de la direction. Prises de parole et assemblées générales ont gardé les grévistes soudés.

Vendredi, la direction abandonnait son projet pour 4 des 6 tournées, un premier recul qui montre que la lutte collective paie.